

# Les députés au confessionnal

Une certaine agitation commence à gagner les partis en vue du débat de mardi à la Chambre sur les relations entre l'Église et l'État. Le CSV se retrouve un peu isolé.

Un questionnaire adressé par l'Alliance des humanistes, athées et agnostiques (AHA) aux partis représentés à la Chambre démontre qu'une majorité parlementaire est favorable à une réforme du financement des cultes religieux par l'État. Le seul parti qui n'a pas souhaité répondre aux questions d'AHA est le CSV.

De notre journaliste  
David Marques

Ce sont trois questions simples que l'Alliance des humanistes, athées et agnostiques (AHA) a adressées le 18 avril dernier aux 60 députés de la Chambre. Le questionnaire a principalement tourné autour du financement des cultes religieux par l'État avec comme question supplémentaire l'avis des députés sur l'éducation aux valeurs dans les écoles publiques. «Notre objectif était d'en savoir plus sur les convictions des différents députés qui peuvent parfois différer de la position officielle de leur parti», note Laurent Schley, le président de l'AHA.

En vue du débat d'orientation à la Chambre sur les relations de l'État avec les cultes religieux, la jeune association vient de publier les réponses récoltées. «Même si des partis comme le LSAP ou le DP ont préféré donner une réponse collective, il se dégage une nette majorité qui se dit favorable à une réforme des relations financières entre l'État et l'Église.» La seule exception demeure le CSV qui, jusqu'à ce jour, n'a pas envoyé de réponse à l'AHA. «Nous sommes extrêmement déçus par l'attitude des députés du CSV. Ils font preuve d'une certaine suffisance en ne répondant pas à nos questions. Cela ne correspond pas du tout à leur mission de député qui consiste à avoir un avis. C'est tout de même pour cela qu'ils ont été élus», s'offusque Laurent Schley.

Le partenaire de coalition du CSV au gouvernement, le LSAP, a fait savoir par le biais du président du groupe parlementaire, Lucien Lux, que le parti socialiste reste favorable à une séparation financière de



Photo : archives la/Isabella finzi

Les relations entre l'Église et l'État sont un chantier que l'AHA veut enfin ancrer à la Chambre des députés.

l'Église et de l'État. Lucien Lux précise toutefois dans sa lettre adressée à AHA qu'une telle séparation nécessite une révision de la Constitution et donc une majorité des deux tiers à la Chambre.

## ➤ «Des athéistes et agnostiques au CSV»

«Partant, une telle révision ne sera pas possible, pendant la législation en cours, sans l'accord des députés du CSV (NDLR : qui occupent 26 des 60 sièges au Parlement). Or nous regrettons que le CSV ne soit pas en faveur d'une telle séparation», poursuit le président du groupe socialiste à la Chambre.

Les autres partis se déclarent en fa-

veur d'une telle séparation. Du côté de l'AHA on espère que cette position exprimée sur papier sera répétée haut et fort lors du débat à la Chambre de mardi prochain. «Conformément à notre campagne "Net reliés? - Stéi dozou!" (NDLR : Pas religieux ? - Affirme-le!) nous souhaitons que les députés prennent clairement position dans ce dossier. Cela concerne également les députés du CSV. Il est connu qu'il existe des athéistes et agnostiques dans les rangs du Parti chrétien-social. Il est temps qu'ils affirment ce qu'ils pensent vraiment», lance Laurent Schley.

Du côté de l'Église catholique le questionnaire est analysé de façon réaliste. «Tenant compte du fait que

le CSV n'a pas répondu aux questions et que le LSAP reste lié au contrat de coalition, il n'y a pas grand-chose à dire sur ce questionnaire. Nous nous attendons à un débat mené avec le sérieux nécessaire à la Chambre et attendons les conclusions de ce dernier avec sérénité», nous a dit le porte-parole de l'Église catholique Théo Péporté, vendredi.

Il sera donc intéressant d'observer quelle orientation prendra en fin de compte le débat à la Chambre. L'AHA annonce d'ores et déjà qu'elle continuera à mettre la pression. «Il est temps de prendre en compte les transformations dans notre société», conclut le président Laurent Schley.